

## Contact :

Clothilde Grascœur  
Chargée de Communication  
Conseil Français de l'Énergie  
12, rue de Saint-Quentin  
75010 Paris  
comm@wec-france.org  
T (+33) 1 40 37 69 03  
F (+33) 1 40 38 17 38  
www.wec-france.org  
@CFE\_WEC\_France



Paris, le 20 avril 2015

## Objectif COP21 : la route est encore longue

Il reste encore du chemin à parcourir pour faire converger les visions des pays industrialisés et des pays en développement, tel est l'un des principaux constats qui ressort du 4<sup>e</sup> Forum Européen de l'Énergie « Objectif COP21 », organisé par le Conseil Français de l'Énergie les 12 et 13 mars 2015 à Paris.

La centaine de participants de tous horizons (plus de 25 pays représentés) qui a assisté au forum rappelle l'importance de comprendre le point de vue de tous les acteurs impliqués dans le processus. En ce, l'intervention de Barry Worthington, Directeur exécutif d'USEA et de Teruaki Masumoto, président de la Japanese Energy Association, ont permis de mieux appréhender les enjeux et les contraintes des États-Unis et du Japon.

Il y a une corrélation étroite entre le changement climatique et l'énergie. En effet, l'énergie est responsable pour les deux tiers des émissions globales de GES. Les solutions pour limiter les émissions sont nombreuses et relèvent de l'amélioration de l'efficacité énergétique ou de la décarbonation du bouquet énergétique. Mais toutes ces mesures ont un coût et presque toutes requièrent l'innovation technologique. Pour atténuer le risque de phénomènes climatiques extrêmes et pour maintenir la fiabilité des systèmes, des investissements majeurs devront être réalisés. « Mais plus on investit pour augmenter la résilience de nos parcs, moins on investit pour accélérer l'accès à l'énergie à un prix abordable » souligne Marie-José Nadeau, présidente du Conseil Mondial de l'Énergie.

Il n'y a pas de pénurie de capital mais il existe d'autres obstacles qu'il faudra surmonter. Des investissements d'atténuation et d'adaptation sont d'ores et déjà nécessaires et heureusement il existe une grande diversité de modes de financement. Mais le gouvernement a un rôle à jouer dans le financement des infrastructures énergétiques car les marchés n'évoluent pas suffisamment rapidement pour combattre le changement climatique.

Tous les acteurs présents au forum sont convaincus que la coopération internationale est incontournable, d'autant que l'Europe ne représente « que » 10 % des émissions de CO<sub>2</sub> mondiales.

L'Union européenne a souvent pris des mesures novatrices, et l'union de l'énergie qui vise à intégrer les 28 marchés européens de l'énergie, si elle devient réalité, permettra une transformation en profondeur du secteur énergétique. Marie-José Nadeau, présidente du Conseil Mondial de l'Énergie « ne doute pas un seul instant que ce projet fera avancer le débat ».

Ce forum a permis de mettre en avant l'importante nécessité de trouver des solutions compatibles avec le marché, de bien comprendre les dimensions économiques, d'avoir moins de bureaucratie et de rendre les décisions et les actions moins politiques avec des cadres plus efficaces. Donner une valeur au carbone est évidemment très important mais n'est qu'un seul élément de tout un éventail d'outils (donnant souvent à

la R&D et à l'innovation technologique une place déterminante) qui doivent être mis en œuvre. En effet, au Niger comme dans la majeure partie des pays africains, la préoccupation ne se situe pas au niveau de la limitation des émissions de CO<sub>2</sub> ni au niveau du prix du carbone mais plutôt au niveau des politiques d'adaptation, comme l'a évoqué Rabiou Hassane Yari, ancien premier Ministre des Mines et de l'Énergie du Niger. De son côté, Paul Watkinson, chef de l'équipe française de négociation climat, a précisé que la fixation d'un prix carbone enverrait un signal clair pour réorienter les investissements mais ne croit pas que la COP21 permettra d'atteindre un prix mondial du carbone.

Qu'il s'agisse d'un protocole, d'un traité ou d'un instrument, que l'accord soit contraignant ou pas, des solutions doivent être adoptées à la fin des négociations. Les pays doivent réfléchir à leur situation et chercher des solutions pour surmonter les obstacles : ils doivent se fixer des objectifs, s'engager et faire état des progrès réalisés. Il est essentiel que tous les pays participent à cet accord, pas seulement les pays les plus émetteurs de CO<sub>2</sub>. Un engagement public de tous les pays envers la communauté internationale et envers les citoyens sera un grand pas en avant dans la lutte contre le changement climatique.

Paul Watkinson a expliqué que l'accord de Paris sera un accord juridique, concernant l'adaptation et l'atténuation. Il doit s'agir d'un système avec des règles et de la transparence, un suivi avec un respect des engagements mais cela doit surtout être un accord dynamique, renouvelé et renforcé dans le temps.

Le chemin jusqu'aux négociations climatiques est constitué de consultations informelles entre parties pour faire en sorte qu'un accord soit trouvé avant la COP21.

**Rendez-vous est donné en décembre pour le résultat des négociations et au printemps 2016 pour le 5<sup>e</sup> Forum Européen de l'Énergie.**

Retrouvez les présentations des intervenants sur :  
[www.wec-france.org/4thEuropeanEnergyForum.php](http://www.wec-france.org/4thEuropeanEnergyForum.php)

### **Le Conseil Français de l'Énergie**

*Fondé en 1923, le Conseil Français de l'Énergie est le comité français du Conseil Mondial de l'Énergie (World Energy Council) qui rassemble plus de 3000 organisations et représente une centaine de pays dont les deux tiers de pays en développement. C'est une association qui a pour objectif de promouvoir la fourniture et l'utilisation durables de l'énergie pour le plus grand bien de tous. Le Conseil Français de l'Énergie regroupe des acteurs français (entreprises, administrations, organisations professionnelles ou universités) impliqués dans des réflexions qui privilégient les dimensions d'accessibilité, de disponibilité et d'acceptabilité de l'énergie dans une perspective mondiale ; toutes les ressources et les technologies de l'énergie sont représentées. Le CFE soutient les recherches en économie de l'énergie et participe aux débats énergétiques, notamment par l'intermédiaire de publications et de conférences.*